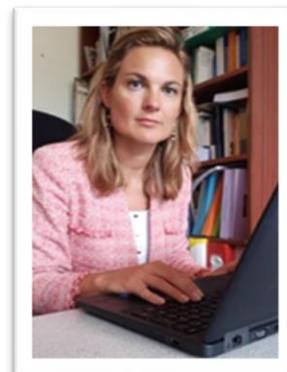


Pauline TÜRK

Professeur de droit public

Présidente de la Section de droit public
EUR Lex Société/Faculté de droit et science politique de
Nice
Université Côte d'Azur (UCA)
Directrice du M2 Droit et Contentieux publics approfondis
Responsable du Master droit public

Membre du Conseil National des Université 02 (suppléante)



Membre du comité de déontologie de la ville de Nice et de la métropole Côte d'Azur
Membre de l'Observatoire de l'éthique publique

Coordonnées : **Faculté de Droit et Science politique de Nice**

7 av. Doyen Trotabas 06050 Nice cedex 01

pauline.turk@univ-cotedazur.fr / paulineturk@yahoo.fr

THEMES DE RECHERCHE / CENTRES D'INTERET

Droit constitutionnel français et comparé, Droit parlementaire, libertés fondamentales
Droit public et numérique : citoyenneté numérique, souveraineté numérique, droit et libertés numériques
Droit administratif, Droit animalier.

<https://orcid.org/0000-0002-5571-2561>

authIdHal_i:182819

<https://www.linkedin.com/in/pauline-türk-b63730b2>

DISCIPLINES ENSEIGNEES

Droit constitutionnel, Institutions politiques, droit parlementaire

Droit public du numérique,

Droit administratif, droit des libertés fondamentales

THÈMES DE RECHERCHE / CENTRES D'INTÉRÊT

Droit constitutionnel, Institutions politiques, libertés fondamentales

Droit public du numérique

Droit animalier.

PARCOURS

Depuis 2019 : Membre du CNU 02 (suppléante)

Depuis 2018 : Nomination en tant que déléguée scientifique auprès du HCERES- DER

Organisation des évaluations des laboratoires de recherche :

vague E (2018-2019) - 10 laboratoires
vague A (2019-2020) - 9 laboratoires
vague B (2020-2021) - 10 laboratoires

Septembre 2015 : recrutement en tant que Professeur à l'Université de Nice
Janvier 2012 : HDR
Sept 2004 : recrutement en tant que Maître de Conférence à l'Université de Lille

2003 : Doctorat en droit public : droit constitutionnel
Thèse soutenue à Lille en 2003 : Les commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la Ve République (Décembre 2003, Directeur : Pr. X. VANDENDRIESSCHE)
Mention Très Honorable, Félicitations du jury à l'unanimité
Premier prix de thèse du Sénat 2004, publication Dalloz 2005.
Prix de thèse 2003 de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille

DU de droit animalier (Université Aix-Marseille, 2021, Major de promotion, mention TB)

PRINCIPALES RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET D'ENCADREMENT

NATIONALES :

*2018-2022 : Déléguée scientifique HCERES pour le droit, SHS (évaluation de 29 laboratoires sur les vagues E, A et B)
*Depuis 2019 : Membre du Conseil National des Universités (section 02) - suppléante

A NICE :

*Membre élu du Conseil Académique et de la Commission Recherche de l'Université Côte d'Azur (2015- 2022)
*Membre de la commission de discipline section Personnels enseignants (2021-2022)
*Présidente de la section de droit public de la Faculté de droit et science politique de Nice (depuis 2019)
*Responsable du Master droit public de la Faculté de droit de Nice
* Directrice du Master 2 droit et contentieux publics approfondis à Nice (création en 2018 et direction)
*Membre élu du conseil de pilotage de l'EUR Lex Society, Faculté de droit
* Directrice adjointe du laboratoire CERDACF EA n° 7267 (2015-2019)
*Membre du conseil de l'école doctorale DESPEG de l'Université de Nice (2015-2019)

Principales responsabilités entre 2005 et 2015 à Lille :

-Co-directrice de l'Equipe de Recherche en Droit public (CRDP - EA n° 4487)
-Directrice des études de l'IPAG de Lille en charge des Licences et Masters.
-Chargée de mission communication auprès du Doyen de la Faculté de droit de Lille
-Responsable du Master 1 et du Master 2 d'administration publique

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Membre du comité scientifique et éditorial de la Revue Française de Droit constitutionnel (RFDC)
Membre du Conseil d'administration et du conseil scientifique de l'Association Française de droit constitutionnel
Membre du Conseil scientifique du Forum sur la Constitution et les Institutions comparées (ForinClp, dir. JPh Derosier)
Membre de l'Observatoire de l'éthique publique, Membre de l'observatoire éthique du digital
Membre de l'Association Française de Droit des Collectivités Locales
Membre du comité d'évaluation de la Revue Française d'Administration Publique

Jury et concours :

Membre du jury du Prix de thèse du Sénat (depuis 2012)

Membre du jury du Prix de thèse de l'Assemblée nationale (depuis 2018)

Membre du jury des concours d'Administrateur/Administrateur-adjoint de l'Assemblée nationale (externe et interne) sessions 2009 à 2022 (épreuves de droit constitutionnel, institutions politiques, droit parlementaire)

Membre du jury du concours externe et interne d'administrateur du Sénat (2015, 2017, 2019, 2020, 2021, 2022) (épreuves de droit constitutionnel, institutions politiques, droit parlementaire)

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS

2021 : Organisation à Nice du colloque des 7 et 8 octobre 2021 : « Les droits et libertés numériques : une 4^e génération de droits fondamentaux ? »

2019 : Organisation à Nice du colloque des 14 et 15 novembre 2019 « Constitution et collectivités territoriales », congrès annuel de l'Association Française de Droit des Collectivités Locales, en collaboration avec l'équipe du CERDACFF.

2019 : Organisation à Nice du colloque pluridisciplinaire des 4 et 5 avril 2019 « Le cumul et la durée des mandats : débats, réforme, pratiques », en collaboration avec le laboratoire ERMES

2017 : Organisation à Nice de la conférence débat du 27 mars 2017 : « Le Défenseur des droits, Autorité indépendante de rang constitutionnel Enjeux et actualité de l'Institution et de son réseau de délégués », avec Mme Eskenazi, Conseillère territoriale du Défenseur des droits pour la PACA, Corse et Occitanie.

2016 : Organisation à Nice du colloque du 7 octobre 2016 relatif à « La souveraineté numérique. Le concept, les enjeux », sous l'égide de l'Association Française de Droit Constitutionnel

2016 : Organisation à Nice de la Conférence-débat sur « La transparence de la vie publique : bilan et perspectives après les lois du 11 octobre 2013 », le 8 février 2016, en présence du Déontologue de l'Assemblée nationale et du Secrétaire général de la HATVP

2013 : Organisation à Lille du colloque international « Vers des standards constitutionnels mondiaux ? », 24-25 octobre 2013, en collaboration avec le centre Perelman de l'ULB.

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrages personnels :

- *Les institutions de la V^{ème} République*, Gualino, 15^{ème} édition, 2022, 257 p.
- *Principes fondamentaux du droit constitutionnel*, Gualino, 15^e édition, 2022, 249 p.
- *Le contrôle parlementaire en France*, coll. Systèmes, LGDJ, 2011, 256 p ;
- *Les commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la V^{ème} République*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2005, 764 p.

Ouvrages dirigés :

- *Les droits et libertés numériques : une quatrième génération de droit fondamentaux ? » à paraître en 2023.*
- *Pour un droit constitutionnel des collectivités territoriales. Evolutions et débats*, (dir.) L'Harmattan, décembre 2020, 481 p.

Ouvrages co-dirigés

- *La souveraineté numérique : le concept, les enjeux* », avec C Vallar, Mare& Martin, 2018, 239 p.

- *Le cumul des mandats : débats, réformes et pratiques*, avec K. Deharbe et C. Pina, Mare&Martin, janvier 2021, 293 p.
- *Le juge et la sécurité nationale*, avec M.-O. Diemer, X. Latour, C. Vallar, Mare&Martin, 2019.
- *Les standards constitutionnels mondiaux*, avec M. Disant et G. Lewkowicz, Bruylant, novembre 2017, 473 p.

Ouvrages collectifs (à vocation pédagogique)

- *Exercices pratiques de contentieux administratif*, réalisé en collaboration avec S. Daël et J. Saison, Thémis, PUF, 2^e édition, 2008 ;
- *Méthodes pour réussir en droit constitutionnel*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 2012 ;
- *EXOS LMD : Les institutions de la V^{ème} République*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 4^e édition, 2016 ;
- *EXOS LMD : Théorie générale du droit constitutionnel*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 4^e édition, 2016 ;
- *Annales du droit constitutionnel*, sous la direction de M. Verpeaux, Dalloz : éditions 2009 ; 2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013 ; 2014 ; 2015, 2017, 2018, 2019, 2021
- *Les QRC des concours d'entrée aux IRA*, Gualino, Partie 2 et 3 : Droit constitutionnel et questions européennes, 5 édition, 2016 ;

Articles (revues à comité de lecture), contributions (à ouvrages) et notes

2022 :

- « Les données de connexion devant le juge », à paraître in *Semaine juridique - Administrations et collectivité territoriale* (JCP A), chez Lexis Nexis, 2022.
- « Les Etats concurrencés dans leurs missions par le secteur privé », à paraître in *La souveraineté numérique*, dir. B. Bertrand, chaire Datagouv, Rennes 1, L'harmattan, 2023.
- Entrée « e-parlement », « commissions parlementaires » et « Représentants d'intérêt et lobbying », *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, PUF, 2022
- « L'Intelligence artificielle au service de la fonction législative », à paraître, *RFDC*, 2023.
- « Evaluer les processus d'évaluation: le cas de l'Université », in Poirot-Mazères (I), Touzeil-Divina (M), Lami (A), Vioujas (V) (dir), «Hôpital & Université : inspirations parallèles ? », . Volume 2, L'épitoge, novembre 2022.
- « De quelle société politique le citoyen numérique est-il membre ? », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, octobre 2022, (<https://journals.openedition.org/revdh/14750>).
- « Les droits et libertés fondamentaux à l'heure du numérique : évolution ou révolution ? » rapport introductif des tables rondes de justice constitutionnelle 2021, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, volume XXXVII, 2021, *Economica*, sept. 2022
- « Reconnaître et consacrer la fonction de représentation parlementaire », in *L'antiparlementarisme*, dir. A. Vidal Naquet et P. Monge, PUAM, 2022
- « Quelles évolutions pour les institutions de la Ve République ? », *Emile Magazine*, Science po Paris, « l'avenir de la Ve République », n° spécial présidentielles, Mars 2022
- « L'expérimentation animale : entre secret et transparence », pôle éthique animal, revue de l'OEP, octobre 2022
- « La diplomatie démultipliée : le maire et le parlement sont-ils des acteurs de la politique étrangère ? », *La Ve République - Mélanges Didier Maus*, PUAM, automne 2022.

2021 :

- « Le pantouflage des membres du gouvernement », in *La déontologie gouvernementale*, dir. M Caron, LGDJ, 2022.
- « Le numérique peut-il sauver la démocratie ? », revue *Third*, n° 6, mai 2021, -www.third.digital, p. 22-28

- « La déontologie politique : application des réglementations et pratiques dans quinze Etats", in *La déontologie politique, Forum International sur la Constitution et les Institutions politiques*, dir. J-P. Derosier, Lexis-Nexis, 2021, pp. 27-47.
- « L'Etat est-il soluble dans la fédération européenne ? », *Europe (II) : au milieu du gué / Europa (II) : in mezzo al guado. N° 35-36, Noesis*, Vrin, nov 2021, MSHS sud-Est, pp.151-161.

2020 :

- "L'autodétermination informationnelle : un droit fondamental émergent ?", *Dalloz IP/IT*, n° 11, 1er novembre 2020 p.616-620
- "L'Etat plateforme", n° 5 "Le droit administratif et le numérique", *Revue du droit public*, n°5, 1er novembre 2020, pp. 1189-1212.
- « La représentation des territoires au Parlement : enjeux constitutionnels », in *Pour un droit constitutionnel des collectivités territoriales. Evolutions et débats*, L'Harmattan, 2020, pp. 113-129.
- "Citoyenneté, technologie et transhumanisme", in *Transhumanisme : questions éthiques et enjeux juridiques*, dir Y Flour et PY Boyer, ed. UCO, coll. Parole et Silence, septembre 2020, pp.321-349.
- « Risques d'inondations et aléas inhérents à l'exploitation d'un camping : nouvelle illustration des conditions d'engagement de la responsabilité sans faute de l'administration », *Lettre du Tribunal administratif de Nice*, n° 43, mai 2020.
- « La souveraineté numérique : enjeux et définitions », *Cahiers Français*, Doc. Fr. mai 2020, n°415, pp. 18-28
- « Mieux légiférer en commission : enfin une révolution ? », in *Le Parlement depuis 2008: renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République*, sous la direction de S Lamouroux et S. Huttier, ed. PUAM, 2020, pp. 27-42.
- " L'apport du Sénat de la Ve République à l'élaboration des lois », in *Un Haut-fonctionnaire au service du Parlement, Mélanges Jean Louis Herin* (dir. C Puigelier), Mare&Martin, octobre 2020, pp.227-238
- "Les représentants d'intérêts au Parlement", avec D. Reignier, in *Le Lobbying. Influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts* (dir. J-F Kerléo), LGDJ, 2020, pp.59-78.
- « Discours sur le projet de Constitution du 6 octobre 1848 de Jules Grévy », in *Les grands discours de la Culture juridique*, Dalloz, 2020, dir. W. Mastor, X Magnon, Pierre Egéa, Julie Benetti, pp. 92-104.

2019

- « Le mécanisme de la question prioritaire de constitutionnalité dans le champ sécuritaire », in « Le juge et la sécurité nationale », dir. MO Diemer, X Latour, P. Türk et C Vallar, Mare&Martin, 2019,
- " Quel enseignement du droit constitutionnel ? ", Rapport de synthèse des journées de la Jeune Recherche en Droit Constitutionnel, *RFDC*, n° 118, 2019, p. 433 à 451;
- "Le contrôle du juge sur les actes internes des assemblées", in «La transparence de la vie publique, dir. J-F Kerléo, 2019 , éd. LGDJ;

2018 :

- "Le Premier ministre, clef de voûte ou soliveau ? ", in P. Blachèr (dir) *La Constitution de la Ve République, 60 ans d'application 1958-2018*, LGDJ, 2018, pp. 183-201;
- " Libre circulation nocturne des mineurs à Béziers en période estivale : les « arrêtés couvre-feu » sous contrôle", note sous CE du 6 juin 2018 n° 410774, *JCP A*, n° 43, octobre 2018;
- "La citoyenneté à l'ère numérique", *RDP*, n° 3, mai-juin 2018, pp. 623-640;
- "Les parlementaires et le cumul des mandats : le nombre des mandats successifs doit-il être limité ?", *Petites Affiches*, n° 136, 9 juillet 2018, p. 104-110;
- "Le contrôle parlementaire des activités de Renseignement", in "Le contrôle parlementaire des opérations de sécurité et de renseignement", novembre 2018, Lexis Nexis, 138 p, pp. 81-91 ;
- "La protection parlementaire de la Constitution face à l'exécutif", in F. Savonitto, *La protection parlementaire de la Constitution*, Lexis-Nexis, septembre 2018, pp. 115-140 ;
- "Requiem pour la réserve parlementaires", *RFFP*, n° 141, février 2018, p. 217;

2017 :

- "Les droits émergents à l'ère du numérique : l'exemple du droit à l'autodétermination informationnelle", Numéro spécial, *revue Politeia, La métamorphose des droits fondamentaux à l'ère du numérique*, novembre 2017, n° 31, pp. 251-261;
- "Le numérique, un défi pour le droit constitutionnel ? ", avec J. Bonnet, *Nouveaux cahiers du droit constitutionnel*, n° 57, 2017, pp. 13-25;
- "La revalorisation du Parlement : jusqu'où ?", *Cahiers Français*, la doc. française, février 2017, n° 397, pp. 13-19;
- « Le rythme et le Parlement », in *Le Parlement et le temps. Etude comparée*, (dir. G Toulemonde et E. Cartier), Institut Universitaire Varenne, décembre 2017, pp. 25-40 ;
- « La notion de standards constitutionnels mondiaux et la contribution d'Internet à leur diffusion », in « *Les standards constitutionnels mondiaux* », Bruylant, novembre 2017, pp. 273-296 ;

2016 :

- « État d'urgence : les perquisitions administratives sous contrôle » - Note sous arrêt, *Sem. juridique, Edition Générale, JCP-A* n° 41, 10 Octobre 2016, p. 1871-1874 ;
- Quelle conception de la représentation nationale sous la IVe République ? », in *70 ans de la IVe république : Mythes et réalités d'une mal-aimée* (dir. M. Verpeaux et E. Cartier), Mare&Martin, octobre 2017 ;
- « Les contrôles sur la désignation des gouvernants », in *La désignation des gouvernants*, dir J-P. Derosier, Lexis-Nexis, 2017, p. 25-38.
- « Le Sénat : une assemblée de bons légistes ? » *Pouvoirs*, n° 159, 2016, pp. 65-78.
- « Les commissions parlementaires et l'état d'urgence », *RFDA*, n° 3, mai-juin 2016, pp. 455-467 ;
- « Le Parlement et la reddition des comptes », *RFAP*, n° 160, 2016, p. 1257 ;

2014 :

- Démocratiser la gouvernance de l'Internet, contribution au rapport d'information du Sénat, « L'Europe au secours de l'Internet », n° 696, 2014, Tome II, p. 103-110 ;
- « Le cumul des mandats dans le temps : quelles limites à la rééligibilité des gouvernants » ? *Petites Affiches*, n° 152, 31 juillet 2014, pp. 32-43 ;

2013 :

- La souveraineté des Etats à l'épreuve d'Internet », *RDP*, 2013, n° 6, pp. 1489-1521 ;
- « Les spécificités de l'appréciation des caractères nouveau et sérieux dans la jurisprudence du Conseil d'Etat » et « convergences et divergences dans l'appréciation par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat des caractères nouveau et sérieux », in *La QPC, le procès, ses juges* », 2013, Dalloz, coll. Méthodes du droit, pp. 468-495 ;

2012 :

- "Le Sénat et les élections présidentielles », in « *Les collectivités territoriales et l'élection présidentielle* », Actes du colloque organisé à l'Université de Cergy-Pontoise le 12 mars 2012 avec l'AFDC, 2013, Lextenso, collection LEJEP ;
- « Le Parlement et la QPC », *Les Petites Affiches*, 29 novembre 2012, n° 239, pp. 5 à 12 ;

2011 :

- « L'affaire Huchon : le mécanisme de question prioritaire de constitutionnalité en action », *Revue française de droit administratif*, n° 4, 2011, p. 723-741 ;
- « Les commissions parlementaires et le gouvernement », in *Les commissions parlementaires dans l'espace francophones : Diversité / modèles ?*, dir. F Hourquebie et F Fraysse, Dalloz, 2011
- « Le statut des commissions permanentes : une évolution sans révolution », in *La révision de 2008 : une nouvelle Constitution ?*, dir. P. Fraisse, J-P Camby et J. Gicquel, LGDJ, Lextenso éditions, 2011, p. 203 ;

2010 :

- La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 : une chance pour la qualité des lois ?», *revue Politéia*, n° 15, « La réforme des institutions françaises », juin 2010, pp. 400-421 ;

2009 :

- « Le devenir du droit de grâce présidentiel après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 », *Revue française de Droit constitutionnel*, n° 79, septembre 2009, pp. 512-542 ;
- « Les effets de la clôture de l'instruction : quelle obligation pour le juge de tenir compte des productions tardives ? », *AJDA*, n° 21, juin 2009
- « Le Parlement français et l'Union européenne : la révolution aura-t-elle lieu ? », *Revue Politéia*, n° 13 spécial « Traité de Lisbonne », Janvier 2009, pp.97-125 ;

2008 :

- « L'article 17 de la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008. Le statut des commissions permanentes : une évolution sans révolution », *Les Petites affiches*, numéro spécial n° 254, « Une nouvelle constitution ? », 19 décembre 2008, pp. 71-73 ;
- « Commentaire de l'article 6 de l'avant projet de loi constitutionnelle – le droit de grâce », *Les Petites affiches*, numéro spécial, mai 2008, 16-19 ;

2007 :

- « Le statut des membres de la Cour des comptes après la loi du 1^{er} juillet 2006 », *Revue Droit administratif*, juin 2007, pp. 13-22 ;

2005 :

- « Six ans d'activité de la Commission consultative du secret de la défense nationale », *Petites affiches*, 24 juin 2005, pp. 4-13.
- « Les sonneries de cloches entre police des cultes et police générale, Note sous CAA Douai 26 mai 2005, *Droit administratif*, août-septembre 2005, pp. 32-34 ;

2003 :

- « L'encadrement jurisprudentiel du droit d'amendement parlementaire en matière d'élaboration des lois visées à l'article 53 de la Constitution », note sous CC n° 2003-470 DC du 9 avril 2003, *Petites Affiches*, 2 septembre 2003, pp. 6-13
- « Le refus de séjour devant le juge d'appel de la reconduite à la frontière. Le rejet de la connexité », note sous CE du 9 octobre 2002 Mohamed B, *Petites Affiches*, 24 juillet 2003, pp. 14-19.

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS A L'ETRANGER, COLLABORATIONS INTERNATIONALES

- « Revalorisation du Parlement sous la Ve République française », Colloque « Les équilibres institutionnels de la Ve République à l'approche des élections présidentielles et législatives », Colloque, **Rome, La Sapienza**, Pr. Paola Piciacchia, 31 mars.
- Séminaire de recherche « Libre circulation des données et privacy », 9 mars 2022, Université de Keio, **Japon**
- Colloque « Les outils numérique et la gestion de la crise sanitaire covid 19 », 3 mars 2022, Université de Keio, **Japon**
- Conférence « Enjeux de la protection des données et de la souveraineté numérique en Europe », 7 décembre 2021, Université de Keio, **Japon**
- « Freedom of speech in the digital perspective », Association internationale de droit constitutionnel, 2021-2022, dir. Oreste Pollicini, Université de Bocconi, Milan, restitution au **Paraguay** novembre 2022
- Parlement Basque, université d'été - conférence 14-15 juillet 2021 « Comparaison et évolutions des systèmes parlementaires et les spécificités du système politique français », programme de conférence de droit comparé du Eusko Legebiltzarra | Parlamento Vasco, San Sebastian, **Espagne**;
- Journée d'étude internationale : « Les libertés numériques », Ethique et IA, institut d'éthique de l'université technique de Munich (TUM), 16 juin 2020;
- 23-24 octobre 2019 : « démocratie participative et démocratie de proximité », Colloque franco-italien, à **Imperia - Italie**, organisé par l'Université de Gênes sur le thème « la démocratie participative », à l'invitation de la Pr Piera Vipiana.

- 14 au 19 mai 2019 : Professeur invité par l'Académie Présidentielle Russe d'Économie Nationale et Administration Publique (ARENAP) **de Moscou** (Cours de droit constitutionnel à l'invitation de M. Igor Bartits, Professeur, Directeur de l'IAPG ARENAP.
- 22-23 mars 2018 : Présidence de table ronde au Symposium de finances publiques comparées à **la Cour des comptes européenne de Luxembourg** : le financement public des parlements dans l'Union européenne, SFFP et Université Lille 2.
- 15 mars 2017 : Intervention « Le statut des langues régionales : comparaison France- Azerbaïdjan », Colloque sur le thème « Unité et diversité », à **Bakou**, invitée par l'Académie des sciences morales d'Azerbaïdjan,
- 18 mars 2016 : « Le contrôle parlementaire du renseignement », Contribution au colloque sur le contrôle parlementaire des activités de défense et de renseignement à **Tunis**, à l'invitation de l'Assemblée parlementaire des Représentants de la Tunisie.
- 10 mars 2016 : Audition devant la Chambre des députés italienne sur le thème : « Les modalités du contrôle parlementaire », à **Rome**.

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS A DES COLLOQUES EN FRANCE

2022 :

- « Les Etats concurrencés dans leurs fonctions régaliennes », Colloque *La souveraineté numérique*, Université Rennes 1, B Bertrand et G Le Floch, 16-17 juin 2022
- « De quelle société politique le citoyen numérique est-il membre ? », Colloque « *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* », CTAD, Paris Nanterre, 25 mars 2022
- « L'expérimentation animale, aspects de procédure administrative », Journée d'étude, « *L'animal et les procédures* », CERDP, Université de Nice, 28 janvier 2022

2021 :

- « L'exercice du pouvoir politique en période de crise », intervention au Colloque « L'autorité », Nice, CERDACFF, 15 décembre 2021.
- "Les enjeux de la conservation des données de connexion pour la souveraineté numérique", lors du colloque « La conservation des données de connexion et la surveillance généralisée: quels enjeux pour le droit public? », 19 novembre 2021 Paris II, CERSA-CNRS et Université de Bourgogne
- « Quel avenir pour la constitution française ? », Nuit du droit, Institut catholique de Lille, 4 octobre 2021
- "Pour une charte du numérique ? les inspirations étrangères", colloque des 7 et 8 octobre 2021 : Les droits et libertés numériques : une 4e génération de droits fondamentaux ?
- « Ethique et numérique », Table ronde de l'observatoire de l'éthique publique, 16 septembre 2021, Lille, OEP
- Rapport introductif du Forum de l'AIJC « Constitutions et libertés numériques », Aix en Provence, GERC, TRJC, 0 septembre 2021
- « L'évaluation de la qualité à l'Université », colloque « L'université et l'hôpital : des services publics en mutation », Toulouse, 1^{er} octobre 2021
- « Digitalisation du service public et accès au droit. Pour une éthique numérique inclusive », présidence de table ronde « la conditionnalité numérique de l'accès au service public : enjeux pour les personnes vulnérables » Nice 26 mai 2021, C. Lequesne Roth, GREDEG
- « Vers un nouveau Parlement ? », mai 2021, Université Aix-Marseille, Colloque « L'antiparlementarisme », GERC-ILF/
- Table ronde sur « Les enjeux de la souveraineté numérique en Europe », avec P Meunier, organisée par H. Oberdorff, Université populaire de Grenoble, 20 mars 2021
- « L'âge dans l'exercice des mandats politiques et des professions », conférence débat du 20 mai 2021, organisée par l'association des doctorants en droit de l'Université de Reims (ADENDUR)
- « Communs numériques et souveraineté numérique », table ronde du 19 mars 2021, organisé par le *Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés* (Université Paris-Est) avec Stéphane Couture, Université McGill - Canada
- « La souveraineté numérique en Europe », conférence débat du 18 mars 2021, organisée par l'association Eurofeel, pôle Idées d'Europe, Science Po Bordeaux

- Les pouvoirs politiques et parlementaires en période de crise, conférence au Comité d'Histoire Parlementaire et politique, Science po Paris, 19 janvier 2021.
- Le statut de l'animal, 20 février 2021, Nice

2019 :

- 21 novembre 2019 : conférence sur le thème : «Les libertés numériques - Le droit à l'autodétermination informationnelle », cycle de conférences à Sorbonne Université, dir. A. Latil.
- 20-22 juin 2019 : Rapport de synthèse du colloque annuel du *Forum Institutions politiques comparées* thème « La déontologie politique. Comparaison de 15 Etats », Université de Lille
- 8 et 9 avril 2019 : communication sur le thème : « Le citoyen augmenté », lors du colloque « Transhumanisme : questions éthiques et enjeux juridiques », Université Catholique d'Angers.

2018 :

- 26 octobre 2018 : Colloque, Le juge et la sécurité, "Le juge constitutionnel et la sécurité nationale", CERDACFF, Université Nice
- 25 octobre 2018 : La transparence de la vie publique, "Le contrôle du juge sur les actes internes des assemblées", Observatoire de l'éthique publique, colloque à l'Assemblée nationale
- 8 octobre 2018 : "Le Sénat, un bon législateur ?", Colloque "Le Sénat de la Ve République: recherches, bilans et perspectives", organisé par Jean Garrigues pour l'Université d'Orléans, Sénat, Paris
- 8 juin 2018 : « Le rôle des commissions permanentes », colloque *Le parlement depuis 2008, renforcement, statut quo ou retour aux fondements de la Ve République*, Aix en Provence, ILF-GERC, CNRS-AFDC

2017 :

- 6 octobre 2017 : Rapport de synthèse du Colloque "L'enseignement du droit constitutionnel", VIe Journée d'étude de la jeune recherche en droit constitutionnel, Université Aix Marseille.
- 3 octobre 2017 : "L'Etat est-il soluble dans le projet de fédération européenne ? ", Colloque franco-italien, "Europe, Etat, Fédéralisme", CRHI, MSHS sud-Est, Université de Nice.
- 3 juillet 2017 : Conférence lors de la journée d'études du CERNA, Institut Mines-Télécom, Paris Polytech, "De la souveraineté dans le monde numérique à la "souveraineté numérique"";
- 17-18 juin 2017 : Intervention au Congrès de l'AFDC, "La réserve parlementaire: la suppression annoncée d'une forme d'initiative financière résiduelle ? ", Lille
- Janvier 2017 : « La souveraineté numérique », journée d'études de l'AFDC, restitution des journées d'études décentralisées, « Droit constitutionnel et numérique », Paris

2016 :

- 8 décembre 2016 : "La protection parlementaire de la Constitution face à l'exécutif", Colloque "la protection parlementaire de la Constitution", Assemblée nationale, (orga : Université de Bordeaux)
- 7 décembre 2016 : « Le rythme et le Parlement », colloque le « Le Parlement et le temps », au Sénat (orga: univ Lille 2)
- 9 novembre 2016 : « Quelle conception de la représentation nationale sous la IVe République ? », colloque « 70 ans de la IVe République », Paris (orga : Paris I) ;
- 7 octobre 2016 : Rapport introductif du colloque "La souveraineté numérique: concept et enjeux: rapport introductif" (orga : univ Nice)
- 15 juin 2016 : Rapport de synthèse : « Les contrôles sur la désignation des gouvernants », Colloque annuel du Forum sur les Institutions politiques comparées, thème : la désignation des gouvernants », Rouen.
- 31 mars et 1^{er} avril 2016 : « Le parlement et la reddition des comptes », colloque « La reddition des comptes », ENA, Strasbourg, 31 mars et 1^{er} avril 2016

Principales communications avant 2015

- 31 mars 2015 : conférence au GEVIPAR : « Le travail législatif », Assemblée nationale, à l'invitation de Guillaume Tusseau
- 14 février 2014 : Thème : « Les standards constitutionnels mondiaux et l'Internet »; Journée d'études de l'AFDC, « Constitutions et droit international public », Paris.

12 septembre 2014 : table ronde du colloque : « Droits et souverainetés à l'âge de l'Internet : quels défis pour l'Europe ?, Rennes

24 et 25 octobre 2013: « La contribution d'Internet à la standardisation du droit constitutionnel », Colloque international « Vers des standards constitutionnels mondiaux ? », Lille

17 juin 2013, « Le filtrage des QPC par le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation, approche comparée, Journée d'études « La QPC, le procès et l'architecture juridictionnelle française », Lille

2 octobre 2010, « Le rôle des commissions parlementaires », colloque « Les commissions parlementaires dans l'espace francophone : diversité / modèles », Assemblée nationale, à l'invitation de F. Hourquebie et de F Fraysse.

15 mars 2011 : Conférence à l'école doctorale de la Faculté des sciences juridiques de Lille : « L'intérêt du droit comparé pour les thèses de doctorat en droit ».

7 février 2008 : Journée d'études Conseil d'Etat- Université Lille 2, Thème : actualités du droit électoral;

EXPERTISES

* Expertise ANR, juin 2021 - Thème des technologies Numérique (charte de confidentialité)

*Experte pour des évaluations pour le F.R.S.-FNRS (Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS, Belgique), agence de financement de la recherche pour la Belgique francophone. 1 évaluation 2019, 2 évaluations 2020.

*Experte pour le HCERES (en tant que membre de comités) : 4 laboratoires de recherche (vagues C 2017 et D 2018) –

NB : avant de devenir **conseillère scientifique** en charge de l'organisation de ces évaluations pour les vagues E, A, B entre 2019 et 2022

* **Membres des jurys** des trois concours (externe, internet, 3e concours) d'administrateurs et administrateur adjoint **de l'Assemblée nationale et du Sénat** (quasiment chaque année entre 2010 et 2022)

*Audition régulières à l'Assemblée nationale et au Sénat sur les questions de procédures parlementaires, les perspectives de révision constitutionnelle et d'appréhension par le droit public des phénomènes numériques , notamment :

- groupes de travail constitué par le président de l'Assemblée nationale sur :

« Le statut du député », 30 octobre 2017

« Démocratie numérique et nouvelles formes de participation citoyenne », 9 octobre 2017

« Rénovation de la procédure législative et droit de l'opposition », 12 octobre 2017.

- mission d'information du Sénat, « Nouveau rôle et nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'Internet », 15 avril 2014,

- commission d'enquête du Sénat sur la souveraineté numérique, 4 juin 2019

- rapport sur la PPL relative à l'ancrage locale des parlementaires, 10 novembre 2021, JC Lagarde, rapporteur de la commission des lois, Assemblée nationale

-Interventions à l'Institut du Sénat (ex : le 6 décembre 2016 : « le bicamérisme »)

-Réalisation du MOOC pour l'Institut du Sénat : Les commissions parlementaires, 2017

* **Médias** : Interviews sur France 3 région PACA sur les réformes constitutionnelles et enjeux électoraux, Presse écrite : exemples récents : *Le Figaro* 1/07/2020 (commissions d'enquête), *La Voix du Nord*, 3/10/2020 (bilan de la réforme du Quinquennat), *Courrier des Maires de France*, n° 348, sept 2020 (portée juridique des réponses aux questions écrites).

Emile Magazine, **Science po Paris**, « L'avenir de la Ve République », numéro de mars 2022 ; **Consultante pour AFP Fact checking** (ex 2022 : Interview, « La France sans budget : les scénarii »), journal *Libération*, interview sur la transparence en matière d'expérimentation animale, 10 novembre 2022.

ENCADREMENT DOCTORAL ET JURYS DE THESE ET HDR

Direction de nombreux mémoires de recherche de Master 2 et de rapports de stage (directrice des M2 DCPA à Nice, et antérieurement du M2 AP à Lille)

Thèses dirigées :

- « Le contrôle de l'ordre intérieur du gouvernement », Célia Tedjini, contrat doctoral SFRI
- " Territoire et souveraineté à l'ère du numérique ", Jocelyn Lafaye
- " La moralisation de la vie publique : comparaison Maroc-France", Sanaa Mengat
- " Le consensus en démocratie : l'exemple tunisien", Zied Chamzi, en co-tutelle avec Lofti Tarchouna, Doyen de l'Université de Sousse
- * « Le bicamérisme dans les Etats d'Afrique Sub-saharienne », Ismael M'Baye
- * Les droits du numérique dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, Tao Hoeffner, contrat doctoral ED DESPEG

Participation à des jurys de thèse :

2014

Thèse Matthieu Caron, « L'autonomie organisationnelle du gouvernement. Recherche sur le droit gouvernemental de la Ve République », (dir. X. Vandendriessche), *Université Lille*, octobre 2014

2015

Thèse Eugénie Lannoy-Bosschaert : « Ontologie du rapport du maire avec l'immeuble privé abandonné », (dir. M. Gros), *Université Lille*, 28 novembre 2015

2016

Thèse Florian Diani, « L'influence du principe de dignité humaine sur l'évolution du droit public de la vie en détention », (dir. J. Saison), *Université Lille*, 10 juin 2016, **Rapporteure**

Thèse Alain Bauer, « Crime et criminologie : une archéologie juridique, politique et sociale », (dir. C. Vallar), *Université Nice*, 14 décembre 2016, **Présidente**

Thèse Hédia Brick, « L'exercice des libertés publiques en période de transition démocratique : le cas de la Tunisie », (dir. C. Vallar), *Université Nice*, 7 septembre 2016

2017

Thèse Géraldine Faure, « L'apport des commissions permanentes à l'unification de la fonction parlementaire », (dir. P. Blachère), *Université Lyon 3*, novembre 2017, **Rapporteure**

Thèse Serge Surin, « Les travaux préparatoires dans l'interprétation constitutionnelle finaliste des normes » (dir. M. Verpeaux), *Université Paris I*, Novembre 2017, **Rapporteure**

Thèse de Tatiana Shulga Morskaya, « La démocratie électronique : une notion en construction », (dir. F Hourquebie), *Université Bordeaux*, décembre 2017, **Rapporteure**

2018

Thèse Mme Howard, « Vers un droit à l'identité numérique ? », (dir. M. Fatin Rouge Stefanini), *Université Aix en Provence*, 8 juin 2018, **Rapporteure**

Thèse de Thibaud Muliez, « Les relations extérieures de l'Etat », (dir. Verpeaux), *Université Paris I*, 3 juillet 2018 **Rapporteure.**

Thèse de Joël Kirszenblat, « L'animal en droit public » (dir. Olivier Le Bot), *Université Aix Marseille*, 6 décembre 2018 (**Rapporteure**)

Thèse de François Eric Godefroy "Le temps et la procédure législative : étude des insuffisances de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008" (dir. JE Gicquel), *Université de Rennes 1*, 7 décembre 2018 (**Rapporteure**)

2019

HDR de Jean-Jacques Urvoas, (dir. D de Bechillon), *Université de Bretagne occidentale*, Brest, mars 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Chloe Geynet « L'obstruction parlementaire sous la Ve République. Étude de droit constitutionnel » (dir. A. Vidal Naquet), *Université Aix Marseille*, 8 juillet 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Clément Hamoir, « La gendarmerie et le renseignement en France : enjeux et perspectives » (dir. X Latour), *Université de Nice*, 13 novembre 2019

Thèse de Baptiste Javary, « La déontologie en droit comparé » (dir. O. Dord), *Université de Nanterre*, 29 novembre 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Ferdinand Faye, « Les dispositions inexploitées de la Constitution de 1958 » (dir. J. Boudon), *Université de Reims*, 2 décembre 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Julien Defline, « Le ministère des finances sous la Ve République », (dir. G. Orsoni), *Université Aix Marseille*, 11 décembre 2019 (**Rapporteure**)

2020

Thèse de Livio Orsi, « Le droit constitutionnel à la libre communication à l'ère du numérique », dir. Baudrez, *Université de Toulon*, 1^{er} décembre 2020 (**Rapporteure**)

Thèse de Emma Grego, « La communication institutionnelle à l'ère du numérique », dir. J Bonnet, Montpellier, 18 décembre 2020.

2021

Thèse de Soyeon Shim, « La coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne, 24 septembre 2021, dir. A Potteau, Lille

Thèse de M Bonaventure, « « Formation, changements et remaniements du Gouvernement sous la Cinquième République » 10 décembre 2021, dir. P Lauvaux, Paris II (**Rapporteure**)

Thèse de Dodji Akpatcha, « le Premier Ministre en Afrique Noire francophone », 15 décembre 2021, dir. R Rambaud, Grenoble.

Thèse de Rym Fassi-Fihri, « Les droits et libertés du numérique : des droits fondamentaux en voie d'élaboration - Étude comparée en droit français et en droit américain », 3 décembre 2021, dir. F Melin Soucramanien, Bordeaux (**Rapporteure**)

2022

Thèse de Annabel Le Moal, « Secret et confidentialité en droit budgétaire », Lille, 26 mars 2022

Thèse de Zako Jean Marie Djedje, « La dualité juridictionnelle en Afrique subsaharienne francophone : analyse d'un modèle importé », Lille, 28 mars 2022 (**Rapporteure**)

Thèse de Léonie Marion, « Territoires d'intelligences : favoriser l'innovation par le Droit », CERSA, Paris, 1^{er} avril 2022

Thèse de Geffroy Herzog, « L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen », 24 juin 2022, Montpellier (Rapporteur)

Thèse de Julie Charpenet, «La liberté d'expression à l'épreuve du pouvoir de modération des réseaux sociaux », 13 décembre 2022, Nice

COMITES DE SELECTION/ RECRUTEMENTS

Participation à de nombreux comités de sélection pour le recrutement de collègues Pr ou MCF sur des profils variés (droit public, droit du numérique) dont 4 présidences de comités, 2 à Lille, 2 à Nice.

2022 : 2 postes (MCF Nice, MCF Avignon)

2021 : 4 postes Nice (MCF Corte , Pr Nice, Pr Lille)

2020 : 5 postes (MCF Grenoble, MCF Avignon, MCF Lille, MCF Paris I, MCF Antilles)

2019 : 4 postes (Pr Nice, Prag Nice, Pr Lille, Pr Toulouse)

2018 : 3 postes (Pr Antilles, MCF Avignon, Pr Lille)

2017 : 4 postes (Nice, Lille, Nice, Lille)

2016 : 2 postes (Pr. Antilles, Pr. Lille)

2013 : 3 postes (MCF Reims, MCF Rouen, MCF Lille)

2011 : 1 poste (MCF Lille)

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L1 au M2 (2005-2022) : Lille, Nice, Aix en Provence, Institut catholique de Paris

Master 2 :

Droit public numérique /libertés numériques /Etat plateforme et administration algorithmique (Master 2 Droit et contentieux publics approfondis UCA ; Master 2 Droit et algorithmes UCA ; Master 2 droit et Intelligence artificielle ICP Paris)

Droit et contentieux constitutionnel (M2 DCPA UCA)

Droit parlementaire (M1 et M2 Etudes législatives AMU-Aix ; M2 DCPA – UCA)

Droit administratif (M2 DCPA -UCA ; M2 Contentieux publics Univ Lille, M2 Ad publique IPAG Lille)

Libertés fondamentales (M2 Adm Publique IPAG Lille)

Master 1 :

Droit constitutionnel français et comparé (M1 droit public UCA, M1 Droit public Lille, M1 Adm publique IPAG Lille)

Droit européen (IPAG Lille)

Licence :

Droit constitutionnel : Les principes fondamentaux et les institutions de la Ve République (semestre 1 et 2) L1 (Univ. UCA, Univ Lille)

Droit administratif, contentieux administratif, Institutions administratives (L2, L3 UCA-AES, Univ Lille)

Organisations européennes, droit de l'Union européenne et de la CEDH (L2, L3 UCA, Univ Lille)

Libertés fondamentales (L3 ICP Lille)

Autres enseignements :

Préparation concours administratif A et A + :

Science po Lille (prep ENA et conférence de méthode) : droit public, droit constitutionnel

Science po Paris campus de Menton (cours 1^{er} année et 2^e année) : droit constitutionnel

+ cours de 20h de droit constitutionnel en anglais

*Droit animalier : DU Nice (2022, 2023) : droit de l'expérimentation animale, droit administratif, droit constitutionnel animalier.

* Droit du sport (IPAG Lille)

* Institutions locales (IPAG Lille)